Journal International des Sachants

REVUE SCIENTIFIQUE
PLURIDISCIPLINAIRE



Fréquence
TRIMESTRIELLE

Volume 1,
Numéro 3,
Novembre 2025

ISSN-P : 3079-3009

ISSN-L : 3079-3017

www.revuejds.net

info@revuejds.net

LES ÉDITIONS CROCO

Journal International des Sachants

Revue scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Site web: https://revuejds.net/
Email : revuejds@gmail.com

Publié en Open Access





Abidjan, République de Côte d'Ivoire

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

INDEXATIONS ET REFERENCEMENTS INTERNATIONAUX

Pour toutes informations sur les indexations et référencements internationaux du **Journal International des Sachants (JDS)**, consultez les bases de données ci-dessous :

https://sjifactor.com/passport.php?id=24370

https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009

https://ascidatabase.com/masterjournallist.php?v=3079-3009

https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526

https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/

Impact factor : SJIF 2025 : 3.767

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

REVUE ELECTRONIQUE

Journal International des Sachants (JDS)

Revue Scientifique pluridisciplinaire

ISSN-P: 3079-3009 (Print ou imprimé)
ISSN-L: 3079-3017 (Online ou en Ligne)

Equipe Editoriale

Directeur de publication : Les Éditions Croco

Rédacteur en chef : SANOGO Tiantio Epouse BAMBA, INSAAC, Côte d'Ivoire

Chargéde diffusion et de marketing : ETTIEN N'Doua Etienne, UFHB, Côte d'Ivoire

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen, UAO, Côte d'Ivoire

Comité Scientifique

ADOUBI Thierry Hugues, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;

ASSEKA Tchoman François, Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara ;

BA Idrissa, Professeur Titulaire, Université Cheich Anta Diop ;

BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférence, Université Alassane Ouattara ;

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara ;

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

FAYE Valy, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;

KAMARA Adama, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;

KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférence, Université Félix Houphouët-Boigny ;

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro ;

N'DAH Didier, professeur titulaire, Université d'Abomey-Calavi ;

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara ;

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de Conférences, Université Cheikh Anta Diop ;

SILUE Oumar, Maître conférences, Université Alassane Ouattara ;

TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Comité de lecture

AYENON Séka Fernand, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
KANGA Kouakou Hermann Michel, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
MAMADOU Bamba, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny ;
OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
SIDIBÉ Moussa, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara ;
SILUE N'tchabétien Oumar, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Amadou, Maître de Conférences, Université de Ségou

Comité de rédaction

AHOUE Jean-Jacques, Assistant, Université de San-Pedro ;
ASSEKA Tchoman François Maître de conférences, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
BAMBA Fatoumata, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
BROU N'Goran Alphonse, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
COULIBALY Wayarga, Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
COULIBALY Yallamoussa, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
DAO Salifou, Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
DJE Yao Lopez, Assistant, Université Alassane Ouattara ;
DJIGUE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
DJOKOURI Innocent, Maître-Assistante, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
GBOLA serge Arnaud, Maître Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
EHILE Kadja Olivier Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
GUEYE Yoro Emmanuel, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

KAZIO Djidjé Jean-Jacques, Assistant, Université de Bondoukou ;
KONE Kiyali, Maître Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tchima Rolland, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara ;
KONE Tiégbè Gaston, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
KOUAME Affoua Eugénie, Assistante, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny ;
LOBA Léon Fabrice, Attaché de Recherche, Institut d'Histoire d'Art et d'Archéologie Africain (IHAAA) ;
MOULARET Renaud-Guy Ahioua, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
N'DAYE El Hadj Amadou Ba, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
SANOGO Tiantio épouse BAMBA, Maitre-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
SYLLA Makémissa, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TIE BI Galla Guy Rolland Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistante, Université Félix Houphouët-Boigny ;
TOURE Kignigouoni Dieudonné Espérance, Maitre-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
TRAORE Fanta, Assistante, Université Alassane Ouattara ;
TRAORE Sogotiènin Ramata, Maître-Assistant, Université Péléforo Gon Coulibaly ;
YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara ;
YOKORE Zibé Nestor, Maître-Assistant, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC) ;
ZABSONRE Moussa, Maître-Assistant, Université Yembila Abdoulaye Toguyeni.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

COORDINATEUR GENERAL DU NUMERO :

SILUE N'tchabétien Oumar
Maître de conférences CAMES,
Université Alassane Ouattara

.....

Contacts JDS

Site web: **https://revuejds.net/**
Email : **revuejds@gmail.com**
Tél. : + 225 0779360611 / 07480453267

.....

Indexations et référencements internationaux :

Sjifactor: https://sjifactor.com/passport.php?id=24370

ARI : https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/3079-3009

ASCI: https://ascidatabase.com/masterjournallist.php?v=3079-3009

IPIndexing: https://ipindexing.com/journal-details/Journal-International-des-Sachants-/2526

Ent'revues: https://www.entrevues.org/revues/journal-international-des-sachants/

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PRESENTATION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) est une revue scientifique pluridisciplinaire dédiée à la valorisation et à la vulgarisation des résultats de recherches innovantes, de découvertes de pointe et de productions scientifiques originales et pertinentes dans divers domaines scientifiques. Disposant de comité scientifique et de lecture, la revue **JDS** offre ainsi aux chercheurs du monde entier, une plateforme de publication de haute qualité en favorisant le partage des connaissances et de la collaboration au sein de la communauté scientifique.

JDS est une revue évaluée par des pairs (*blind peer review*) et en libre accès "*Open access"* relevant des Editions Croco. Il publie les articles dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales ; Langues et littérature ; Art, patrimoine et culture ; Sciences du Langage et de la Communication ; Sciences Economiques et de Gestion ; Sciences politiques et Juridiques. Dans sa vision d'ouverture, **JDS** encourage la collaboration interdisciplinaire entre les chercheurs de tous les pays africains et du monde.

Les articles proposés doivent respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent être originaux et n'avoir jamais fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture. Ils sont soumis à une sélection initiale par l'éditeur, puis à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs en double aveugle avant publication.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

PROTOCOLE DE REDACTION DE JDS

Le Journal International des Sachants (JDS) n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («…. »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de …

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
  Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
  Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e^ siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
  Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Le non-respect de ces recommandations ci-dessus conduit au rejet systématique du manuscrit.

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

SOMMAIRE

SECTION 1 : LANGUES & LITTERATURE

Etudes germaniques

1. **Les rapports nature et pouvoir politique dans la littérature de Bernard Dadié et Friedrich Schiller**
N'Dah Franck Ben Houassa KOUAMÉ & Léon Charles N'CHO..... **1-15**

2. **La politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne face au régime d'apartheid en Afrique du Sud de 1949 à 1990**
Jean-Yves KOUASSI & Ardjouman FOFANA..... **16-32**

Etudes hispaniques

3. **Uso de preposiciones a/en y por/para por los estudiantes marfileños : análisis de errores**
Kouakou Béhégbin Désiré KONAN & Ousmane DIAWARA **33-43**

4. **Estudio comparativo entre la sociocrítica de Pierre Zima y el Pachacuti literario agruediano**
Doforo Emmanuel SORO..... **44-57**

5. **La violencia en la novela testimonial latinoamericana: un estudio de las obras de Manlio Argueta**
Kouassi Abraham PALANGUE..... **58-72**

Anglais

6. **Femmes, résistance et espoir dans A Lesson Before Dying de l'écrivain afro-américain Ernest J. Gaines**
Adama SORO..... **73-85**

7. **Epistemic and dynamic markers and their discursive functions in political and legal discourses in 1984**
Kouakou Félix KOFFI..... **86-96**

Lettres Modernes

8. **Lecture transpoétique de chants de brumes de Kama Kamanda**
Carlos SÉKA..... **97-113**

9. **Paratextualité et significativité textuelle de Le commandant Chaka de BABA Moustapha**
Kouadio Jean Parfait KAKOU..... **114-139**

10. **De la performance à la sanction du personnage sexué chez Zola : une descente aux enfers ?**
Famahan SAMAKÉ..... **140-158**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

11. Du viol à la survivance : étude sociolittéraire de cicatrices de Cheikh Omar Zoré
TIBIRI Dieudonné..... **159-179**

12. Naturalisme zolien et intertextualité romantique : exemple du roman Le Rêve d'Emile Zola
Assane Faye NDIAYE..... **180-193**

13. Discours intermédiatique comme principe narratif dans Nouvel an chinois de Koffi Kwahulé
Nancy Mireille Kanon..... **194-207**

14. Le narrateur enfant, porte-voix du chaos socio-politique africain dans l'écriture mabanckouenne
Angèle Nonnourou COULIBALY Épse KEI..... **208-221**

15. Fonctionnement des phatèmes d'ouverture et de clôture dans les échanges conversationnels entre élèves et entre enseignant-élèves
Brighella Jofrène KAYA BOUSSEMBOU, Prisca Aubain MFOUTOU &
Alain Fernand Raoul LOUSSAKOUMOUNOU..... **222-233**

16. Chanter le tabou pour théâtraliser l'indicible en Côte d'Ivoire : dérision, subversion et engagement dans la musique ivoirienne contemporaine
YOKORE Zibé Nestor, ADJOUMANI Kouassi Martin &
GOH Tianet Yannick Emmanuel..... **234-253**

17. La pérennité des forêts verdoyantes de la région du Tonkpi en Côte d'Ivoire : une sommation des génies bienfaiteurs
Wato Pierre LIEU..... **254-265**

SECTION 2 : COMMNUNICATION, ARTS, CULTURE ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

18. L'Intelligence artificielle générative, levier de transformation de l'enseignement-apprentissage et de la communication à l'ENSup de Bamako
Ousmane DRAMANE..... **266-282**

19. Pour une approche culturelle de l'impact des médias sociaux sur l'intelligence économique
GUEU Singo Provos & DJE BI Kahou Albert..... **283-299**

20. Revue de l'alphabet de l'Abbey
N'Guessan Edmond APIA..... **300-314**

21. Information éditoriale et téléphonie mobile en Côte d'Ivoire : modèle de diffusion avec le « SMSlivres »
Renaud-Guy Ahioua MOULARET..... **315-337**

22. Pour une herméneutique sémiotique du rite ''kpe sɔsɔ'' du Sud du Togo
Zinsou HOUNZANGBE..... **338-355**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

23. Pratique du bilinguisme en milieu scolaire tchadien : le cas du Lycée Joseph Brahim Seid (Pala) du Mayo-Kebbi Ouest
OUSMANE HASSANE OUSMANE, MOUYEBE OUASSANG & ALI MOUSSA..... **356-375**

24. Les pratiques journalistiques en Afrique face à l'émergence de l'intelligence artificielle
Maimouna DIA & Abdou DIAW..... **376-387**

Patrimoine, art, culture, cinéma & tourisme

25. Augustin Kassi : odyssée d'un peintre naïf dans le monde de l'art
Krou Eugène ASSOUMOU..... **388-401**

26. Le conte, moyen d'éducation et d'enracinement culturel de la jeunesse en Côte d'Ivoire
Ahouné Aké Marx..... **402-416**

27. Le Tangani, identité culturelle des Baoulé Ayaou de Bouaflé à l'épreuve de la modernité
Didier Patrick ABBÉ & Kiklan Désiré TOURÉ..... **417-430**

SECTION 3 : SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Archéologie

28. Les maisons coloniales commerciales de Dimbokro : un patrimoine négligé
Nagnénégué KONE..... **431-440**

Histoire

29. Les forces de sécurisation des élections présidentielles (FOSEP) au Togo : entre heurs et heurts (1993-2020)
Kouamé Jean Luc KOUASSIBLE & DIAKITE Brahima..... **441-458**

30. Savoirs et savoir-faire indigènes au Khasso : cas de la prise de culotte et de pagne
DIANKA Balla..... **459-476**

31. La vie socioculturelle des populations transfrontalières : Cas des Nafana, Mo-Degha et Koulango (XIX^{e}-XX^{e} siècle)
Mamadi Noumtchè OUATTARA & Adja Doubia Angèle KOUAKOU..... **477-488**

32. La Trajectoire de la filière industrielle du cycle au Burkina Faso, de 1963 à 2009
Alphonse BONI & Boubacar SAMBARE..... **489-505**

33. Une relecture de l'ambassade britannique en pays ashanti en 1817
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE..... **506-522**

34. Intervention des grandes puissances dans les crises en Afrique centrale : entre partenariats et enjeux géopolitiques ?
METSENA NDJAVOUA & Fodé Bangaly KEITA..... **523-533**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

35. L'évolution historique des relations économiques transsahariennes avec la partie occidentale du bassin du lac Tchad
Aboukar ABBA TCHELLOU…… **534-546**

36. Rituel du couronnement du pharaon Horemheb dans l'Égypte du Nouvel
Assa Dramane TRAORE…… **547-561**

Géographie

37. Variabilité climatique et saisons pluvieuses dans les régions du Gontougo et de l'Indenié-Djuablin (Est de la Côte d'Ivoire)
Ali Kouabenan KOUAKOU, Kouakou Charles KONAN,
Kouadio Philippe Michael KONAN & Arsène DJAKO…… **562- 579**

38. Pêche et changement climatique dans le delta central du Niger : cas de la commune de Djenné au Mali
Idrissa Issa CISSE & Mahamar ATTIN …… **580- 593**

39. Cartographie de l'érosion hydrique par application du modèle RUSLE à Akouai-Santai (Bingerville)
Kobenan Etienne BINI, Kouadio Eugène KONAN,
Seydou Alassane SOW & Tiyégbo TOURE…… **594-610**

40. Les conditions de vie des personnes déplacées dans l'ouest du Niger (Gothèye)
DAOUDA BANA ASKANDARA &
ABDOULAYE BOUREIMA HASSANE…….. **611-625**

41. Perception des nuisances socio-environnementales des déchets d'emballages plastiques dans la ville de bouaké (Côte d'Ivoire)
Bakary FOFANA, Angby Koffi Sidoine YAO &
Ahou Wlibly Ferdinand-Marcelle TAÏ & Bazoumana DIARRASSOUBA……. **626-641**

42. Perception des populations sur la gestion des services sanitaires et la qualité de soins dans la commune urbaine de Koudougou (Centre-Ouest du Burkina Faso)
Sylvain Roger BONKOUNGOU & Mathieu NAMA…….. **642-657**

43. État des lieux de la gestion des ordures ménagères au port d'Abidjan
YRO Koulai Hervé, DJORO-DJAPI Élodie Ange Éléonore &
TOURE Noun Nadine Vanessa……... **658-670**

44. Rôle stratégique des radios locales dans la reconstruction sociale à Toulepleu
GAHIÉ Gnantin Mathias, KOFFI Assoumou André Luc,
Yaraba YEO KOFFI Brou Émile & LOUKOU Alain François……... **671-688**

45. Typologie résidentielle et dynamiques socio-spatiales de l'habitat dans la commune de Port-Bouët (Abidjan, Côte d'Ivoire)
Ohomon Bernard EVIAR & N'Dri Ernest KOUADIO…..... **689-706**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

46. Dynamiques d'occupation et réorganisation des activités touristiques sur le littoral de Port-Bouët à Abidjan (Sud-Côte d'Ivoire)
Kouassi Aimé YAO…… **707-721**

47. Effets environnementaux des activités économiques transfrontalières à Igolo (commune d'Ifangni)
QUENUM Comlan Irené Eustache Zokpénou, SABO Denis & DOSSOU GUEDEGBE Odile V…… **722-740**

48. Migration planifiée et stress foncier dans le département de Bouaflé, centre-ouest ivoirien
Ouattara Issa BOURAHIMA, Kouassi Combo MAFOU & Coulibaly SEIDOU…… **741-758**

49. Problèmes environnementaux à Abobo-Sagbé : former à l'écocitoyenneté, une urgence éducative et sanitaire en Côte d'Ivoire
Tintcho Assetou KONE épouse BAMBA……..…. **759-776**

50. Pratiques agricoles et dégradation des terres dans le canton Bénoye (département de Ngourkosso au sud du Tchad)
KELGUE Salomon, DJEMON Model & NODJIHOUDOU Alexis ……... **777-793**

51. Facteurs morpho-climatiques du risque d'inondation de la plaine alluviale sur l'axe Bakel-Matam (fleuve Sénégal)
Gallo NIANG, Seydou Alassane Sow, Mbagnick FAYE & Mamadou NDIAYE……..... **794-812**

52. Facteurs climato-marins et dynamique côtière de Grand-Bassam de 1980 à 2023
Abazé Henri-Joël BEDA, Yao Dieudonné KOUASSI & Kouamé Fulgence KOUAME…… **813-826**

53. Maraîchage des femmes à Karakoro : entre opportunités économiques et fragilités structurelles
Kouakou Camille GOLI, Tiécoura Hamed COULIBALY, Yao Mathias LOUKOU, Tchérégnimin Alidjata YEO & Koffi Simplice YAO…… **827-843**

Philosophie

54. Le féminisme en contexte africain : vers une égalité réelle entre l'homme et la femme ?
Christ Guy Roland GBAKRÉ …… **844-858**

55. De la culture du blâme à la culture positive de l'erreur : enjeux d'une conscience éthique d'amélioration continue en milieu médico-hospitalier
Keumian Anicet DAGUI…… **859-875**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

56. La valeur sociale du darwinisme au-delà des frontières de la lutte et de la sélection
Bourahima Ouattara N'GUETTIA…….. **876-888**

57. L'Afrique et le défi de développement social
Firmin Konan YAO……..... **889-901**

58. L'éthique à l'épreuve des stratagèmes bioéconomiques de l'industrie biotechnologique chez Céline Lafontaine
Attchoumounan Paulin OUATTARA…… **902-916**

59. Violence par les élèves dans les écoles secondaires du Sénégal : le paradoxe de l'enseignement des valeurs morales
Guène FAYE & Ousmane KANTE ……..... **917-934**

60. Probabilisme et démocratie en Afrique : Quelle contribution ?
Koffi Mathurin N'GUESSAN…… **935-945**

61. Technosolutionnisme et environnement : enquête d'éthique des technologies vertes
Sionfoungon Kassoum COULIBALY…… **946-958**

Anthropologie et sociologie

62. Foi, pratiques religieuses et performances des étudiants du département de Sociologie de l'université de Kara (Togo)
Nadiédjoh TCHELEGUE, Tamégnon YAOU &
Yarou GUERA CHABI YORO……... **959-975**

63. Protection et prise en charge de l'enfant au Mali : services et établissements étatiques et conventionnés
Drahmane Fondo……..... **976-996**

64. Les élèves acteurs et victimes. Une analyse sur les expériences de consommation de drogues au Collège Catholique Monseigneur René Kouassi de Dabou
ZEZE Marie-Thérèse Dahonnon & NIAMKE Jean Louis…… **997-1018**

65. Radicalisation des groupes islamiques au nord du Mali : une analyse socio-politique du phénomène
KONE Drissa & TOUKPO Guy Oscar Sical……... **1019-1030**

66. Mutations foncières et reconfiguration des rapports à la terre à Gokra (centre-ouest ivoirien)
BRIGNON TAPE Gboua Axel-wilfried & KONE Moussa …… **1031-1049**

67. L'accompagnement numérique des enfants par les parents : fracture ou continuité éducative ?
GNAHORE Batty Gervais…….. **1050-1064**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

68. CMU et non-recours : analyse sociologique des perceptions et pratiques des premiers étudiants bénéficiaires de Bouaké (Côte d'Ivoire)
Amenan Ruth Marylise KOUASSI, Sandra Méledje MEL & Attia Michel AKABILE **1065-1085**

69. Gouvernance des Dros et résilience des victimes à Bouaké
JOSELINE SAGOUHI GNAKA, MANAN Gnamien Elie & TCHETCHE Obou Mathieu..... **1086-1102**

70. Enjeux et défis de stabilisation des rapports sociaux dans le milieu rural ivoirien
Roméo BIE & Ludmilla Yaa Kra Mensan Adjéi..... **1103-1118**

71. Résilience des populations riveraines dans la gestion des ressources de l'Okpara à Tchaourou au Bénin
Amoussoun Zacharie BADJAGOU, Abdel Aziz MOSSI & Okry Brice IDJIWA..... **1119-1137**

72. Diversité de formes de gestion conjointe de la famille chez les couples mariés d'Air-France (Bouaké, Côte d'Ivoire)
KONAN Yao Escar, YEBOUA Atta Kouassi Didier & KOUAKOU Konan Jérôme..... **1138-1155**

Psychologie

73. Réseaux sociaux, organisation du travail et procrastination chez les élèves de 3e à Adjamé
Yemou Jeanne N'TAIN..... **1156-1173**

74. Intelligence émotionnelle, Motivation et Investissement Subjectif chez les enseignants du secondaire public de Côte d'Ivoire
Aya Michèle Edith Koffi..... **1174-1188**

75. Vécu psychique du trauma de la violence sexuelle chez une survivante de l'ONG Bloom
Kouakou Alain PRAO, Ekissi Jean Armel KOFFI & Marie-Joelle Akiapo AKIAPO..... **1189-1206**

76. Mécanismes endogènes de santé mentale en contexte de crise sécuritaire : Cas de Kaya (Burkina Faso)
Ali TAO, Marian BELEM, Daouda KOUMA & Rasmata NABALOUM BAKYONO..... **1207-1221**

Science de l'éducation

77. Résoudre la crise des séries scientifiques aux lycées de Toliara par le renforcement du matériel didactique
Bastoine CHADHOULI & Marinah NANTENAIKO..... **1222-1238**

78. Les usages de l'intelligence artificielle et leur incidence sur les performances scolaires des élèves du secondaire au Burkina Faso
Adama TRAORE & Benjamin SIA..... **1239-1256**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

SECTION 4 : SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

79. Cadre conceptuel et théorique de la gouvernance des marchés publics : une esquisse littéraire
Soumaïla ONGOÏBA, Houdou Attikou DIALLO & Abdoulaye MAIGA….. **1257-1274**

80. Vers une meilleure accessibilité aux services de santé grâce aux énergies renouvelables au Mali : cas de la commune rurale de Kalaban Coro
Ahmadou Abdourahimi DIALLO, Bokary DIALLO, Adama DIABATÉ & Houdou Attikou DIALLO……. **1275-1288**

81. Contribution des institutions de microfinance au bien-être des femmes en Guinée
Diarra ZOUMANIGUI & Fatoumata Kenda DIA…… **1289-1305**

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Enjeux et défis de stabilisation des rapports sociaux dans le milieu rural ivoirien

Roméo BIE
Docteur en Sociologie du développement rural,
chercheur associé au Laboratoire de l'Anthropologie des Appartenances
Symbolique et de Sociologie Economique (LAASSE),
Université Felix Houphouët Boigny,
Abidjan - Côte d'Ivoire
Email : romebie86@gmail.com
&
Ludmilla Yaa Kra Mensan Adjéi
Doctorante en Sociologie de l'environnement,
Chercheuse associée au Laboratoire de l'Anthropologie des Appartenances
Symbolique et de Sociologie Economique (LAASSE),
Université Felix Houphouët Boigny,
Abidjan - Côte d'Ivoire
Email : adjeiludmilla5@gmail.com

Date de soumission : 15-10-2025
Date de publication : 30-11-2025

Résumé

La présente recherche qualitative analyse les logiques sociales associées à la nécessité de renforcer la résilience des villageois pour promouvoir la stabilité dans le milieu rural de la Région du Tonkpi à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Les résultats de cette analyse montrent d'abord que ce renforcement de résilience est impératif à cause des enjeux politiques, économiques et structuraux liés au maintien de la cohésion sociale dans l'ouest ivoirien. Ensuite, ce renforcement s'impose du fait des défis de régulation et financiers relatifs aux mécanismes de prévention des conflits. Enfin, il faut renforcer la résilience des villageois au nom également des défis de régulation d'une part et des défis relationnels d'autre part dont souffrent les mécanismes de règlement des conflits autour du foncier rural.

Mots clés : Résilience, conflits, foncier rural, Prévention, règlement

Challenges and Prospects for Stabilizing Social Relations in Rural Côte d'Ivoire

Abstract

This research examines the social dynamics related to the need to strengthen the resilience of villagers in order to promote stability in the rural areas of the Tonkpi Region in western Côte d'Ivoire. The findings of this analysis first show that strengthening resilience is imperative due to the political, economic, and structural stakes involved in maintaining social cohesion in this context. Secondly, this strengthening is necessary because of regulatory and financial challenges linked to conflict prevention mechanisms. Lastly, villagers' resilience must also be reinforced in response to both regulatory and relational challenges that hinder the effectiveness of conflict resolution mechanisms regarding rural land.

Keywords: Resilience, conflicts, rural land, prevention, resolution

ISSN-P: 3079-3009
ISSN-L: 3079-3017

Introduction

Les ressources sociales sont constamment objet des tensions autour de leur usage ou de leur contrôle en Afrique (P. Hugon, 2009 : 68). En la matière, le foncier rural est régulièrement au cœur des antagonismes violents aux conséquences parfois tragiques mettant ainsi en péril la paix sociale, principalement dans les villages mais avec des impacts néfastes au niveau national (A. J-P. Koutoua et *al* 2017 : 6480). La Côte d'Ivoire est une illustration parfaite de cette réalité. En effet, il s'agit d'un pays de l'Afrique de l'Ouest, situé notamment entre les longitudes 2°30' et 8°30' Ouest et les latitudes 4°30' et 10°30' Nord (M. A. Kouassi et *al*, 2022 : 296). De par cette position spatiale, ce pays est pris entre le climat tropical sec au nord et le climat subéquatorial au Sud. Ainsi, estimée à 322 462 km^2, sa superficie est partagée entre une zone de savane dans la moitié Nord et une zone forestière au Sud couvrant notamment l'Ouest, le Sud côtier et l'Est (Ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique, 2024 : 8-9). Cette réalité géographique fait de ce pays un territoire très favorable à l'agriculture. Avec son sol ferralitique, la partie forestière fait particulièrement objet de convoitise du fait de sa grande potentialité agricole (J. G. Ibo, 2007 : 8). Ainsi se construisent forme illicite entre immigrés et autochtones de manière à provoquer de nombreux conflits autour du foncier (B. Kadet, 2015 : 442).

La région du Tonkpi, une circonscription appartenant au District des montagnes, à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, illustre parfaitement cette réalité. En effet, depuis l'avènement de la crise de 2002, cette région a connu l'installation massive des immigrés agricoles principalement dans ces villages (R. Bié, 2020 : 185-187). Ainsi s'est ouvert un marché foncier permettant à ces derniers d'accéder à la ressource foncière (R. Bié, 2023b 63864). Par ailleurs, cette cohabitation entre immigrés (allochtones et allogènes) et autochtones n'a cessé de susciter de nombreuses tensions (R. Bié, 2023a, 9). Ainsi, dans le cadre du déploiement de leurs stratégies de résilience pour la stabilisation de leurs rapports sociaux, les acteurs ruraux mobilisent divers mécanismes coutumiers appuyés à cet effet par des dispositions législatives et des acteurs administratifs É. Léonard, J-P Jacob, et J-P Chauveau, (2021 : 552). Toutefois, malgré ces efforts, ces conflits persistent dans cette zone. Dans ce contexte, le renforcement de la résilience de ces acteurs devient un impératif. En revanche, il convient de savoir pourquoi renforcer la résilience des acteurs ruraux en vue e la pacification des interactions sociales autour du foncier rural se pose-t-il comme une obligation ?

De ce qui précède, cette étude vise en général à étudier les logiques sociales qui sous-tendent la nécessité de renforcer la résilience des villageois dans leur volonté de stabiliser leurs rapports

sociaux autour du foncier. Cet examen passe spécifiquement d'une part, par l'analyse des enjeux et d'autre part, par l'examen des défis liés aux mécanismes de prévention et de règlement des conflits autour du foncier rural dans la région du Tonkpi. Abordant cet objectif dans le cadre d'une recherche hypothéticodéductive, cette étude cherche à vérifier l'hypothèse selon laquelle la résilience des acteurs ruraux dans la perspective de stabilisation des interactions sociales autour du foncier est impérative à cause des enjeux à la fois économiques, politiques et structuraux d'une part et d'autre part, des défis de fonctionnement, de légitimité et les sources de pouvoir des acteurs rattachés aux mécanismes locaux de prévention et de règlement de ces tensions.

Au regard de ses objectifs, présente étude s'inscrit d'une part dans une logique d'identification des enjeux et d'autre part dans une diagnostique participative et scientifique des insuffisances des mécanismes de prévention et de règlement des conflits autour du foncier rural. Le but dans ce sens est d'orienter les stratégies de renforcement de la résilience de acteurs. Partant de là, elle permettra d'orienter la politique des décideurs dans le sens de proposer des solutions durables à ce phénomène à partir de l'appréhension des défis en la matière.

Cet angle d'analyse a été abordé par plusieurs autres chercheurs. Certains postulent que les enjeux des mécanismes de sécurisation foncière sont relatifs à l'instauration de la cohésion sociale, à la gestion durable des terres et au cadrage des transactions foncières (M. Tano, 2012 : 489, J. P. Chauveau, 2000 : 112). Inscrit sous cet angle, M. Koné (2006 : 1-6), met plutôt l'accent sur le maintien de la stabilité nationale pendant que pour d'autres comme É. Léonard, J-P. Jacob et J-P. Chauveau (2021 : 570), la mobilisation des mécanismes de règlement des conflits est rattachée à des enjeux structuraux c'est-à-dire ceux qui émergent du dynamisme de ce phénomène et des conséquences qui en sont issues. Cette analyse montre que des travaux antérieurs évoquent certes les enjeux liés à la stabilisation des rapports autour du foncier rural mais ceux-ci n'en font pas des objets d'études. Ces travaux ne traitent encore moins les défis relatifs aux mécanismes locaux de cette stabilisation. Ainsi se justifie l'angle d'analyse de la présente étude.

En outre, la théorie de la régulation sociale a été retenue pour l'interprétation des résultats. En effet, proposée par Jean Daniel Reynaud ; un sociologue du travail, cette théorie s'inscrit à l'origine dans l'analyse des rapports de travail et propose par là des formes de régulations appropriées pour leur bon fonctionnement. Dans le contexte de la présente étude, il faudrait appréhender les interactions autour du foncier rural comme des rapports de travail dans la mesure où les acteurs ruraux sont des travailleurs agricoles. Ainsi, en proposant, les concepts

paradigmatiques tels que les conflits, les règles, la régulation de contrôle, la régulation autonome, la négociation et la légitimation (J.D. Reynaud, 1991, 123-124), cette théorie ouvre bien un cadre interprétatif qui prend en compte les axes d'analyse du présent travail. En outre, respectant la structure rédactionnelle d'un article scientifique, cet article commence par une introduction avant de présenter successivement la méthodologie, les résultats, la discussion, la conclusion et une bibliographie.

1. Méthodologie

1.1. Champs spatiale de l'étude

Les enquêtes sur les enjeux et défis de prévention et du règlement des conflits autour du foncier rural se sont déroulées dans la Région du Tonkpi, principalement dans le département de Man. Ce département représente de ce fait, un cas type, vu la récurrence du phénomène étudié (M. Huberman et M. Matthew, 2003 : 65). La Région du Tonkpi est en effet, limitée au Nord-ouest par la Région du Bafing, au Nord-est par celle du Woroba, à l'Est par la Région Guémon et du Cavaly, au Sud par le Libéria et à l'Ouest par la Guinée. Quant au Département de Man, il se situe pratiquement au Centre de ladite Région c'est-à-dire entre le Département de Biankouma et Sipilou au Nord et celui de Danané au Sud.

Par ailleurs, au regard de son objet d'étude, ce travail a ciblé d'une manière générale, les localités conflictuelles, précisément dans la ville de Man, dans le village Biakalé, dans la Sous-préfecture de Gbangbégouiné-Yati, de Kiélé, dans la Sous-préfecture de Man et dans la ville de Biankouman. A Biakalé particulièrement, l'enquête s'est déroulée à Dampleu et Blolé-Youampleu qui sont deux villages composant ledit village. Ces localités ont été choisies à partir de l'échantillonnage par intensité (O. Martin, 2012 : 13-14). Cet échantillonnage voudrait que le champ d'une étude soit choisi selon que le degré de manifestation du phénomène analysé soit élevé.

1.2. Démarche méthodologique

Cet article a été réalisé à partir d'une démarche qualitative (L. Kohn et C. Wendy, 2014 : 75). En effet, étudier les enjeux et les défis de prévention et du règlement des conflits autour du foncier rural revient à appréhender d'une part le sens et d'autre part, le symbolisme des pratiques des acteurs. Ce faisant, ce travail s'inscrit dans la vision Wébérienne de l'étude des réalités sociales. En revanche, au regard des axes d'analyse ci-dessus mentionnés, ce travail aborde le phénomène des conflits ruraux autour du foncier sous ses angles idéologique et symbolique pris dans l'ordre de ces axes obéissant ainsi à l'appréhension de l'objet d'étude selon G.Yao (2018, 28). Ainsi, pour mieux appréhender les axes ciblés, la démarche déductive

a été retenue. De ce fait, après avoir établi une relation de cause à effet, cette étude a été orientée par une hypothèse de départ tel qu'exigé par les principes de cette démarche (O. Martin, 2012 : 13-14).

1.3. Echantillonnage

Pour la réalisation de la présente étude, il fallait interroger d'une part des acteurs en interaction autour de la gestion des tensions autour du foncier rural et d'autre part, des protagonistes. Dans ce contexte l'échantillonnage par choix raisonné a été utilisé au départ. En cause, au regard de l'objet d'étude, il fallait sélectionner les enquêtés sur la base de leur statut sociale et leur niveau d'implication dans la gestion et dans la manifestation des conflits autour du foncier rural. A partir de là, des leaders communautaires autochtones et immigrés, des personnels administratifs et des autorités de la sécurité ont été retenus. En revanche, une fois sur le terrain, l'échantillonnage par boule de neige a été nécessaire pour étendre la liste des enquêtés (O. Martin, 2011 : 31-32). A ce niveau, les premiers entretiens ont révélé des insatisfactions des informations relatives à certains aspects de la question étudiée. Ainsi se justifie la nécessité d'associer d'autres catégories d'acteurs dont les implications ont été indiquées par les premiers enquêtés. Il s'agit notamment de la catégorie des cadres et des protagonistes des conflits. En conséquence, au total, 60 personnes ressources issues de 7 (sept) catégories sociales ont été interrogées soit en entretien semi-directe ou en focus group. Il s'agit de 05 (cinq) autorités administratives, de 04 (quatre) agents de sécurité nationale, de 18 (dix-huit) autorités coutumières autochtones, de 9 (neuf) leaders communautaires des immigrés, de 2 (deux) cadres locaux et de 22 (vingt-deux) protagonistes. Pour une meilleure visibilité, ces informations ont été consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Catégories et nombre d'enquêté

N°	Catégories d'enquêté	Statut d'enquêté	Fonction sociale	Nombres				
				Man	*Biankouma*	*Biakalé*	*Kiélé*	*Total*
01	autorités administratives	juges administratifs	La Sous-préfecture de Man	**01**	**01**			**02**
			agents de la direction départementale du Ministère de l'agriculture				**03**	**03**
02	service de sécurité Nationale	juges modernes	La Gendarmerie de Man	**01**	**02**			**03**
			Le Justice de Man		**01**			**01**
03	autorités coutumières du canton Man-campagne	Juges coutumiers	chefferie de canton Man campagne	**05**				**05**
04	autorités coutumières autochtones des champs d'étude	Juges coutumiers locaux	chefferie de tribu				**01**	**01**
			chefferie de Kiélé				**06**	**06**
			chefferie de Biakalé			**06**		**06**
05	leaders communautaires des immigrés	Juges communautaires	leaders allogènes			**04**	**02**	**06**
			leaders allochtones			**03**		**03**
06	des cadres locaux	médiateurs	autorités de la mutuelle de développement				**02**	**02**

			économique et sociale de Kiélé					
07	des protagonistes	accusés	acteurs impliqués dans les conflits		**02**	**12**	**08**	**22**
Total				**60**				

Source : *analyse des échantillons d'enquête*

1.4. Collecte et analyse des données

L'étude s'est fondée essentiellement sur les entretiens et les observations direct pour la collecte des données (C. Baribeau et C. Royer, 2012 : 15). En effet, dans l'enquête de terrain, des entretiens semi-directifs ont été menés soit individuellement ou par focus-group auprès des catégories d'acteur mentionnées dans le précédent sous-titre. En outre, dans la pratique des observations directes l'on a séjourné à Biakalé et à Kiélé pendant plusieurs jours chaque année entre 2014 et 2020. Ainsi nous avons pris part à des séances de règlement des conflits aussi bien dans ces villages qu'à la gendarmerie de Man. Dans ce contexte, les guides d'entretien et des grilles d'observation ont été utilisés comme outils de collecte des données. Ces documents ont abordé des thèmes tels que : les facteurs de l'introduction des marchandisations des terres, les formes et manifestations des transactions foncières, les modes de construction et le dynamisme des conflits fonciers enfin, les enjeux et défis de la gestion des conflits fonciers.

L'usage des entretiens et des observations dans la collecte des données, a permis d'obtenir des textes issus de la retranscription des discours et des notes des grilles d'observation. Dans ce contexte, l'analyse de contenu thématique a été retenue pour examiner les informations (N. Krief et V. Zaradet, 2013 : 211-237).

2. Résultats

Les résultats de cette étude sur les logiques sociales qui sous-tendent le renforcement de la résilience des villageois dans la perspective de stabilisation des rapports sociaux autour du foncier rural dans la Région du Tonkpi sont structurés en deux points majeurs : l'examen des enjeux et l'analyse des défis des mécanismes locaux initiés dans ce domaine.

2.1. Enjeux de prévention et du règlement des conflits autour du foncier rural

2.1.1. Enjeux économiques de la gestion des conflits autour du foncier rural

Parmi les enjeux de la prévention et du règlement des conflits autour du foncier rural, il y a ceux relatifs à l'économie. A ce niveau, prévenir et régler ces types de conflits s'imposent soit pour maintenir, soit pour restaurer la stabilité et la dynamique de la production économique au plan local et national. En effet, l'une des conséquences néfastes du phénomène étudié est la fragilisation du système de production économique. L'impact de cette fragilisation se mesure à un niveau local (individuel, familial, villageois, départemental ou régional) et au niveau

national. Dans ce contexte, la fragilisation du système économique dont il s'agit se manifeste par l'interruption temporelle des activités économiques, notamment la production agricole comme en témoigne un enquêté qui dit :

> Quand c'est devenu grave, personne ne partait au champ, tout était arrêté. En tout cas ça chauffé. On ne pouvait même pas voir 100 Fr passer à plus forte raison 500 Fr. chez nous ici, il y a marché mais qui va venir vendre ? l'école, ho, marché ho, les travaux champêtres ho, tous étaient stoppés.[1]

Ce témoignage montre que la généralisation et le prolongement temporel d'une situation conflictuelle finissent par affecter les autres activités économiques (commerce, services et transport) de façon à freiner le système local de production économique. De ce qui précède, la conservation ou la restauration de la stabilité économique locale et/ou nationale devient un enjeu important qui fonde le caractère impératif de la mise en œuvre des mécanismes locaux pour éviter ou régler les tensions autour du foncier rural.

2.1.2. Enjeux politiques de la pacification des rapports autour du foncier rural

La recherche de la cohésion sociale en milieu rural est également orientée par des enjeux politiques. En effet, l'un des effets des conflits fonciers ruraux est la déstructuration du système politique villageois. En cause, la récurrence des tensions autour du foncier rural engendre la polarisation des acteurs ruraux et abouti parfois à la remise en cause des autorités coutumières (Présidents des jeunes, chefs de famille, chefs de terre, chefs de village) de sorte à les délégitimer. De ce fait, en fonction de leur niveau et leur degré d'implication dans ces situations de crise, ces autorités subissent des destitutions ou des tentatives de destitution sous fond de crise de chefferie. L'exemple de Kiélé dans la Sous-préfecture de Man, illustre bien cette réalité comme le souligne un chef de famille dans ce village selon les termes suivants : « Le problème qui est ici là, c'est que notre chef là, il est entré dans les ventes de terre. Il se cache pour signer les contrats de vente de terre alors que le village a interdit les ventes de terre aux étrangers. Donc c'est à cause de ça on veut l'enlever. » [2]

Ce verbatim montre à travers le cas de Kiélé que les problèmes fonciers sont à l'origine des crises de chefferie, synonymes de la déstructuration du système politique villageois.

2.1.3. Enjeux structurels de la gestion des conflits autour du foncier rural

Au rang des enjeux analysés, il y a ceux relatifs à l'intérêt structurel de la communauté locale. A ce niveau, la structure sociale villageoise dans la région du Tonkpi est caractérisée par la diversité des communautés en présence, l'importance accordée aux rapports sociaux, à la vie

[1] Un témoin du conflit intercommunautaire de Gandié dans un entretien le 18 juillet 2018 à Biankouman
[2] Un chef de famille à Kiélé dans un entretien le 09 Mars 2016 à Kiélé

humaine et à la structuration de l'espace social. Cependant, l'avènement des conflits déstructure le bon fonctionnement de tout ce système. Dans la manifestation de ces conflits, l'on observe en effet des ruptures de rapports sociaux, l'usage de la violence verbale, la sollicitation des différents tribunaux (villageois, militaires, et juridiques), l'usage de la violence physique qui aboutit par fois à des meurtres, des disparitions forcées, des destructions des biens (habitats, infrastructures commerciales, plantations ou bétail). Cette réalité est exprimée par un chef de canton à Man en ces termes :

> Depuis les conflits-là ont commencé, les villages sont en train de perdre leurs valeurs. Les aînés, les chefs ne sont plus respectés. A cause des palabres, les gens mettent les alliances de côté… La vie humaine n'est plus sacrée. On tue l'homme, on brûle les maisons…. On est en train de perdre toutes nos valeurs. Il faut que ces problèmes soient réglés si non on va tout perdre.[3]

Il ressort de ce discours qu'au regard de leurs formes d'expression, les antagonismes autour du foncier rural menacent fortement la dynamique structurelle villageoise de manière à engendrer une mutation négative de cette société locale en particulier. Ainsi se fonde l'intérêt de maintenir cette structure à travers l'instauration ou le maintien de la cohésion sociale. En dépit des enjeux liés à pacification des rapports sociaux, les mécanismes existants en la matière font face à des défis énormes qu'il convient d'appréhender.

2.2. Défis liés à la prévention des conflits autour du foncier rural

2.2.1. Défis d'inclusion des normes coutumières de gouvernance foncière

Dans son fonctionnement, le système traditionnel de gouvernance foncière laisse émerger des défis d'inclusion sociale des acteurs. En effet, les normes traditionnelles de gouvernance foncière sont caractérisées par des exclusions. Ces exclusions concernent notamment les cadets et les femmes. Selon ce système, la gestion d'une propriété foncière familiale est confiée à l'aîné, chef de famille. Par conséquent, les cadets sont écartés de la gestion autonome des ressources foncières pendant que les femmes sont exclues de l'accès à la propriété foncière. Cet état de fait s'accompagne de l'accaparement et la confiscation des propriétés foncières familiales par des hommes près le décès de leurs frères privant ainsi les veuves et les orphelins de l'accès à ces héritages qui leur reviennent pourtant de droit. Face donc à ces inégalités, les acteurs défavorisés construisent leur résilience à travers la réalisation des contrats agraires informels sous fond de déviance aux normes de gouvernance foncière en vigueur. Comme l'affirme un chef de canton à Man qui dit :

> Le problème ici c'est que les jeunes ne peuvent pas vendre les terres alors que les chefs de familles le font sans partager l'argent avec eux. Regarde, moi par exemple, mon papa est mort. Mais les champs qu'il a laissés là, mon oncle a

[3] Un chef de canton à Man (Gbêpleu) lors d'un entretien le 25 Août 2015

> tout pris et il ne nous donne rien. Donc quand c'est comme ça, les jeunes aussi se cachent pour vendre les terres.[4]

Tout en confirmant le défi d'exclusion mis en évidence dans cette partie, ce témoignage révèle que les transactions foncières illicites des ressources foncières s'inscrivent dans les stratégies de résilience des acteurs victimes de ces inégalités.

2.2.2. Défis économiques chez les autochtones propriétaires de terre

L'un des facteurs du non-respect du cadre traditionnel de gouvernance des terres est la précarité financière chez les autochtones propriétaires des terres. Cette précarité financière engendre en effet la déviance aux normes de gouvernance foncière chez les autochtones. La déviance aux normes dans ce contexte se manifeste par la pratique des transactions foncières non-consensuelles, pourtant à l'origine des conflits. Ce phénomène s'explique en outre par l'incapacité de certains autochtones à créer des plantations ou à accroître leur exploitation du fait non seulement de leur état de pauvreté mais également du coût relativement élevé de la mise en valeur des parcelles notamment de la création d'une plantation de culture de rente comme le montre les tableaux suivants :

Tableau 1 : Budget de création d'un hectare de caféier

Etapes d'exploitation	Désignation	Unités/ha	Coût unitaire en f CFA	Coût/ha En f CFA	Coût/ étape en f CFA
Achat de semences (au choix)	Baguette	2500 Baguettes	35	87 500	
	Bouture racinée	2000 Boutures	59	118 000	
	Plan de caféier	1500 plans	236	354 000	
	Semence en graine	500 grammes	47.2	23 600	**354 000**
Planting	Piquetage	1 320 Piquets	25	33 000	
	Creusé de trou	1 320 Trous	50	66 000	**99 000**
Nettoyage	Pré-planting	1 fois	30 000	30 000	
	Poste-planting	2 Fois/an sur 5 ans	20 000	200 000	**230 000**
Entretien	Phytosanitaires (insecticide)	1 boîte	10 000	10 000	
	Traitement	2 Fois/an sur 5 ans	2 500	25 000	**35 000**
Transport	Semence	Divo Man	25 000	25 000	
	Ramassage de pépinière	1 320 Pépinières	10	13 200	**40 200**
Total		**758 00 FR**			

Source : *enquête auprès de la CNRA et de l'ANADER de Man en Janvier 2018*

Le tableau ci-dessus montre que la création d'une plantation de café se fait en cinq (5) étapes. En plus, il ressort de son analyse que le coût création d'un hectare de cette culture est estimé à 758 000 f CFA.

[4] Un jeune cédant de terre à Kiélé lors d'un entretien le 15-09-2014

Tableau 2 : Budget de création d'un hectare de cacaoyer

Etapes d'exploitation	Désignation	Unités/ha	Coût unitaire En f CFA	Coût/ha en f CFA	Coût/ étape en f CFA
Achat de semence (au choix)	Cabosse sélectionné	59 Cabosses	500	29 500	**354 000**
	Semence graine	1 500 Graines	23.6	35 400	
	Plan de cacaoyer	1 500 Plans	236	354 000	
Planting	Piquetage	1 500 Piquets	25	37 500	**112 500**
	Creusé de trou	1 500 Trous	50	75 000	
Nettoyage	Pré-planting	1 fois	30 000	30 000	**230 000**
	Poste-planting	2 Fois/an sur 5 ans	20 000	200 000	
Entretien	Insecticide	1 boîte	10 000	10 000	**35 000**
	Traitement	2 Fois/an sur 5 ans	2 500	25 000	
Transport	Semence	Pépinière –champ	10 000	10 000	**25 000**
	Ramassage de pépinière	1 500 Pépinières	10	15 000	
Total		**756 500 FR**			

Source : *enquête auprès de la CNRA et de l'ANADER de Man en Janvier 2018*

Ce deuxième tableau montre que tout comme la production de café, la création d'un hectare de cacaoyer se fait en 5 grandes étapes. Toutefois le coût d'exploitation chiffré à 756 500 f CFA pour ce produit est en légère baisse.

Avec un coût total de 758 000 f CFA pour la création d'un hectare de caféier et de 756 500 f CFA pour ce qui est du cacaoyer, ces deux précédents tableaux montrent que le coût de production agricole reste encore élevé pour les paysans ne bénéficiant d'aucune source de financement. Par ailleurs, le coût total de cette production est relatif au nombre d'hectare exploité par un agriculteur. En plus, le temps de la première entrée en production qui est de quatre (4) ans en moyenne reste encore relativement long. Du coup, ne pouvant pas assurer ces coûts, des acteurs optent soit pour la vente soit pour la mise en *Travailler-partager* d'une parcelle. Le travailler-partager en particulier est un contrat agraire local dans lequel un propriétaire de terre met à disposition d'une exploitant agricole une parcelle de terre afin de créer une plantation de culture de rente. Une fois entre en production, cette plantation est partagée entre ces deux acteurs selon une modalité consensuelle.

2.2.3. Défis politiques dans la gouvernance foncière

Le système de prévention des différents autour du foncier rural est également éprouvé par le défi de vulgarisation du cadre moderne de gouvernance foncière. En effet, la loi foncière rurale de 1998 et le code forestier de 2014 instaurés par l'Etat ivoirien dans le cadre de la sécurisation de foncier rural restent méconnus par le monde paysan. Nous en voulons pour preuve les propos d'un leader des jeunes interviewé à Biakalé: « *loi ! bon, on sait qu'il y a la loi sur la forêt, mais*

on ne connait pas. Je ne peux pas te mentir, ici là, celui qui se lève, il vend sa terre. Personne ne connaît la loi »[5]. Ce propos montre que les transactions foncières pratiquées en milieu rural se font en toute ignorance du cadre légal en vigueur. Le non-respect de ce cadre est par conséquent à l'origine des confusions autour des contrats agraires, d'où des tensions foncières. Cette confusion est observable par la non-formalisation des contrats agraires, l'attribution des droits de propriété des terres à des acteurs qui en sont pourtant exclus, les marchandisations des terres non-immatriculées. Sous ces formes, les transactions foncières suscitent des contestations, des conflits entre les acteurs en interaction. Cela dit, il est nécessaire de faire connaître ces textes au monde rural en vue de leur application effective.

2.3. Défis des mécanismes de règlement des conflits autour du foncier rural

2.3.1. Défis de crédibilité et de légitimité des juges coutumiers

L'un des défis des mécanismes de règlement des conflits autour du foncier rural dans la région du Tonkpi est la dégradation de la crédibilité d'une part et la perte de la légitimité d'autre part des juges traditionnels. A ce niveau, dans leur activité, certains juges traditionnels perdent leur crédibilité vis-à-vis des acteurs en présence du fait des procès jugés inéquitables par les siens. En cause, il y a la corruption de certains et les prises de position partisanes des autres., En outre, des acteurs du tribunal traditionnel perdent leur légitimité à cause de la non observation des valeurs et des normes sociales qui régissent la fonction de l'autorité coutumière chez les autochtones. En effet, à la fonction d'autorité coutumière en pays Dan (Yacouba), sont associées des valeurs telles que la sagesse, la bonne moralité, l'intégrité, le respect et l'application des normes coutumières. En revanche, certains chefs dévient ces principes par des écarts de conduite comme l'indique un leader des jeunes interrogé à Biakalé selon les propos suivants :

> Le problème, c'est notre chef là. Il ne se fait pas respecter. Il cherche femme des gens, il drague les petites filles, il boit trop. Il est toujours dans les maquis pour boire koutoukou (Alcool traditionnel frelaté) avec les jeunes et quand il est soulé, on se moque de lui. Lui-même qui est chef là, il fait palabre au village. Lui-même, il vent la terre alors que c'est interdit. Donc lorsqu'il parle, personne n'écoute. Donc qui va aller chez lui pour juger problème ?[6].

A la lecture du verbatim ci-dessus, des chefs coutumiers perdent leur légitimité dans l'exécution de leur rôle dans le mécanisme de règlement des conflits à cause de leur non-respect du modèle sociétal lié à leur statut tel que conçu par les normes communautaires locales.

[5] Un leader de jeune lors d'un entretien à Biakalé le 13 juillet 2018.
[6] Un leader des jeunes à Blolé-youampleu (Biakalé) dans un entretien le 09-08-2018

2.4. Défis financiers et matériels chez les chefs coutumiers

Au nombre des difficultés liées au fonctionnement des systèmes locaux de construction de la paix sociale, il y a la précarité des ressources symboliques du pouvoir des juges traditionnels. Il s'agit notamment de la précarité financière des autorités coutumières, la précarité de leurs habitats et des espaces réservés aux jugements et du pouvoir financier de ces derniers. En effet, plusieurs chefs coutumiers résident dans des habitats précaires sans les meubles. Ce qui fragilise leur respectabilité comme l'indique un chef coutumier é en ces termes : « Toi-même regarde où je dors ! ça, c'est la maison d'un chef de canton. Imagine dans les villages, comment les chefs vivent ? Comme ça la, est-ce que les gens peuvent nous respecter ? C'est ici que je reçois tout le monde, quelle image ça donne de nous ? »[7].

Ces interrogations témoignent de la précarité de l'habitat du chef en question, la vulnérabilité dans laquelle il se trouve et comme lui, plusieurs autres chefs coutumiers de la région. Le domicile du chef est pourtant une référence symbolique d'une localité dans la mesure où il est le lieu d'accueil, de réception parfois d'hébergement des visiteurs du village. Ce domicile fait d'ailleurs office de cadre de réunions, de jugements et bien d'autres évènements du village.

En ce qui concerne les défis financiers, il faut dire que nombre de chefs de village vivent dans l'extrême précarité financière alors que ces derniers doivent satisfaire plusieurs responsabilités dans leur profession. Ainsi, pour satisfaire leurs obligations, des chefs sollicitent l'aide financière de certains villageois à travers des demandes de don ou de prêt (autochtones, allogènes ou allochtones) les rendant ainsi vulnérables et enclins à la corruption. Le témoignage d'un chef communautaire ci-dessous illustre bien cette réalité :

> Toi, tu es chef mais pour assurer tes dépenses, tu es obligé de tendre la main à la population. A la rentrée, tu prends crédit avec les étrangers, on t'appelle à Man, tu cherches transport avec les gens…. Quand c'est comme ça, est-ce qu'on t'écoute encore. Si tu n'as pas d'argent, tu es tenté de faire faux jugement[8].

Le témoignage révèle qu'au nom du principe de redevabilité, des chefs coutumiers affichent une certaine vulnérabilité face à la corruption, à de l'intimidation, à l'influence, au non-respect et au mépris de manière à fragiliser leur autorité politique.

3. Discussion

L'étude des enjeux et des défis de stabilisation des interactions sociales en milieu rural de la Région du Tonkpi a révélé d'une part que les mécanismes de prévention et de règlement des

[7] Un Chef coutumier autochtones (Chef de Canton) dans un entretien à Man le 25 Août 2015
[8] Un chef coutumier autochtone lors d'un entretien à Biakalé le 29 Août 2015

conflits autour du foncier rural sont rattachés à des enjeux à la fois économiques, politiques et structuraux. D'autre part, examinant les défis liés à la prévention des conflits autour du foncier rural, elle montre que ces mécanismes sont confrontés d'abord à des défis d'inclusion relatifs aux normes coutumières de gouvernance foncière, ensuite à ceux liés à la précarité financière chez les autochtones propriétaires de terre puis enfin à des défis politiques dans la gouvernance foncière. De leur côté, les mécanismes de règlement de ces types de conflits font face à des défis de légitimité des juges coutumiers d'une part et de précarité financière et matérielle chez les chefs coutumiers d'autre part.

Interprété à la lumière de la théorie de la régulation sociale, les conflits sont appréhendés comme un mode de fonctionnement normal des sociétés (G. de Terssac, 2003 : 448). Dans ce contexte, les belligérants ne sont rien d'autres que des travailleurs agricoles interagissant autour d'un intérêt commun qui est la terre (J. D. Reynaud, 1991 : 121-126). Les enjeux dans ce cas s'inscrivent dans une logique de négociation des acteurs en présence, dans le but de la remise en cause de leur fonctionnement existant et s'accordant à rétablir un nouveau cadre visant à stabiliser leur relation (J-D. Reynaud, 1979 : 372-376). Cela dit, les défis analysés constituent les insuffisances des règles et des modes de fonctionnement antérieurs (G. de Terssac, 2012 : 448).

Au nombre des travaux qui corroborent les résultats présentés plus haut, il y a ceux de M. K. Shamurho et F. A. Avoki (2022 : 972), pour qui les conséquences des conflits s'observent au niveau politiques, sociales et économiques. Inscrit dans le même ordre d'idée, certains auteurs comme R. H. Dji (2021 : 85), perçoivent la non-formalisation des contrats agraires villageois comme des défis du système de prévention des conflits autour du foncier rural. De même, A. A. Lamarche (2019 : 89P), évoque plutôt la non-inclusion des normes de gouvernance foncière ivoirienne.

En outre, tout en conservant le principe de complémentarité scientifique, les résultats de la présente étude prennent de la distance avec certains travaux antérieurs. D'entre ces auteurs, il y a P. L. Delville (2006 : 12-14), pour qui la sécurisation foncière est rattachée aux enjeux de migration massive vers les zones à potentialité agricole, des accaparements et des expropriations importantes des terres dont certains sont fondés sur des transactions foncières illégales et non-consensuelles. Examinant les défis, d'autres chercheurs tels que M. KONE (2006, 1-6), estiment que la situation conflictuelle autour du foncier rural s'exaspère du fait des ressentis des autochtones de la prise en otage de leurs terres et de la perte de leur souveraineté politique. À la lecture de ces travaux antérieurs, il ressort que ceux-ci ne font pas des enjeux

et des défis des mécanismes de stabilisation des rapports sociaux un axe d'étude. De ce fait, dans ces écrits les enjeux économiques et politiques sont peu explicités.

À cela, s'ajoute l'insuffisance des données sur les défis relatifs notamment aux mécanismes de règlement de ces conflits. Dans ce contexte, en clarifiant ces différents points de vue, le présent article apporte une plus-value à la compréhension du phénomène à l'étude.

Conclusion

A partir d'une démarche qualitative, le présent article a analysé les enjeux et les défis de la prévention et du règlement des conflits autour du foncier rural dans la Région du Tonkpi. Il s'agit d'une recherche déductive dans laquelle la collecte des données s'est effectuée à partir des entretiens et des observations directes. Au regard des résultats, le renforcement de la résilience des acteurs locaux dans la perspective de stabilisation des rapports sociaux en milieu rural de la Région du Tonkpi s'avère obligatoire à cause d'une part, des enjeux à la fois économiques, politiques et structuraux et d'autre part, des défis relatifs aussi bien aux mécanismes de prévention qu'à ceux du règlement des tensions autour du foncier rural dans la Région du Tonkpi. Ainsi, l'hypothèses qui a orienté ce travail est confirmée.

Références bibliographiques

BARIBEAU Colette et CHANTAL Royer, 2012, « L'entretien individuel en recherche qualitative : usages et modes de présentation », *Revue des sciences de l'éducation,* N°1, p.7-235.

BIE Roméo, 2023 a, « Modes de construction et dynamisme des conflits autour du foncier rural dans la région du Tonkpi en Côte d'Ivoire », *Revue Gouvernance, éthique et société* édition du CERAp/UJ Vol 1, N°1, p.6-31.

BIE Roméo, 2023 b**.** *«* Les facteurs de l'introduction des marchandisations des terres dans le milieu rural de la région du tonkpi à l'ouest de la Côte D'ivoire ». *International Journal of Development Research*, 13, (10), p.63861-63867.

BIE Roméo, 2020. « Gouvernances foncières et émergence des transactions illicites des terres a kiélé dans l'ouest montagneux ivoirien », *revue. Ivoirienne d'anthropologie sociole, kasa bya kasa,* N°44, p.179-198.

CHAUVEAU Jean Pierre, 2000, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire : Les enjeux silencieux d'un coup d'Etat », *Politique africaine*, vol 2, N°78, p.94-125.

DELVILLE Philippe Lavigne, 2006, « Pourquoi et pour qui agir ? : Quels enjeux pour les politiques foncières ? Société foncière, marché et citoyenneté », *Grain de sel*, nº 36, p.12-14.

DI ROBERTO Hadrien. 2021, *Les conflits fonciers et leur résolution à l'échelle locale dans un contexte de marchandisation de la terre. Une étude de cas dans les Hautes Terres à Madagascar.* Collection Recherche. Paris, Comité Technique Foncier et Développement (AFD-MEAE), 85 p.

DE TERSSAC Gilbert, 2003, *La théorie de la régulation sociale de Jean-Daniel Reynaud*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 448 p.

DE TERSSAC Gilbert, 2012, « La théorie de la régulation sociale : repères introductifs », *Intervention économique,* N°45, https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.1476.

HUBERMAN Michael et MATTHEW Miles, 2003. « *Echantillonnage en méthode qualitative*, Typologie des stratégies d'échantillonnage en recherche qualitative, Module Recueil de données qualitatives, manuel de recherche en technologie éducative », *2e édition De Boeck Université*, No 18/03, p. 58-69.

HUGON Philippe, 2009, « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », *Hérodot*e, V3, N°134, p.63-79.

IBO Guéhi Jonas, 2007. « Fronts pionniers et retraits de terres : points de vue sur la sécurisation duFoncier en Côte d'Ivoire », *revue de géographie tropicale et d'environnement*, EDUCI, N°1, p.3-19.

KADET Bertin, 2015. « L'ouest Ivoirien : enjeux et problème d'une zone grise », *Cahier d'Outre-Mer,* N°271, p. 37-459.

KASAGWE Shamurho M. et AVOKI Fatima A. 2022, « Résolution des conflits fonciers persistants dansle territoire de Kabare, Sud-Kivu (RD Congo) : l'apport des modes extrajudiciaires dans le groupement de Cirunga », *Revue Internationale du Chercheur* « Volume 3 : Numéro 3 » p.965 – 989.

KOUASSI Amani Michel, KOUAO Jean-Muller et KOUAKOU Koffi Eugène, 2022, « Caractérisation intra-annuelle de la variabilité climatique en Côte d'Ivoire », *Bulletin de l'association de géographes français*, V 99, N°2, p.289-306.

KOUTOUA Amon Jean-Pierre, ALOKO N'Guessan Jérôme et LOBA Akou Don Franck Valéry, 2017, « La gestion du foncier au centre des conflits entre autochtones et migrants a Abouabou au sud-est de la Côte d'Ivoire », *Journal Africain de Communication Scientifique et Technologique*, N°49, p.6477-6488.

KRIEF Nathalie et ZARADET Véronique, 2013, « Analyse des données qualitatives en recherche-intervention », *Recherche en science de gestion*, Vol 2, N°95, p.211-237.

KOHN Laurence et WENDY Christiaens, 2014, « Les méthodes de recherche qualitatives dans les recherches en soins de santé : apports et croyances », *Reflets et perspectives de la vie économique*, vol 4, Tome LIII, p.67-82.

KONE Mariatou, 2006, « Quelles lois pour résoudre les problèmes liés au foncier en Côte d'Ivoire ? », *Grain de sel*, Vol 1, N°36, p.1-4.

LAMARCHE Aline Aka, 2019, « L'accès à la terre en Côte d'Ivoire : diversité et variabilité des pluralismes », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 16, mis en ligne le 31 mai 2019, consulté le 29 septembre 2024. URL : http://journals.openedition.org/revdh/7150 ; DOI : https://doi.org/10.4000/revdh.7150.

LEONARD Éric , JACOB Jean-Pierre , et CHAUVEAU Jean-Pierre 2021, *Les conflits pour la terre*, Marseille, Institut de recherche et de Développement (IRD), p.541-632.

MARTIN Olivier, 2012, *Induction-déduction*, in Paugam Serge (dir), Les 100 mots de la Sociologie, Paris, Presse universitaire de France, coll, « Que sais-je ? », p.13-14.

MARTIN Olivier, 2011, « Echantillon », *in* Paugam Serge (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? », p.31-32. (Olivier Martin, « Echantillon », *Sociologie* [En ligne], Les 100 mots de la sociologie, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 25 octobre 2024. URL : http://journals.openedition.org/sociologie/926.

Ministère de l'environnement, du développement durable et de la transition écologique, 2024, *Rapport national sur l'évaluation de l'action climatique en Côte d'Ivoire,* Abidjan, République de Côte d'Ivoire, 54 p.

REYNAUD Jean-Daniel , 1979, « Conflit et régulation sociale. Esquisse d'une théorie de la régulation conjointe », *Revue française de sociologie*, vol 20, N° 2 p.367-376.

REYNAUD, Jean-Daniel. 1991. « La régulation sociale ». *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (25), 121–126 p. https://doi.org/10.7202/1033916ar.

YAO Gnabéli Roch, 2018, *Retour sur l'objet de la sociologie. De laquestion scientifique au projet pédagogique*, Paris, l'Harmatan, 29 p.